

Politique d'exil : les mobilisations des Kurdes d'Europe¹

Olivier Grojean (Aix-Marseille Université – CERIC/DICE UMR 7318)

In Jean-Paul Chagnollaud (dir.), *Communautés en exil. Arméniens, Kurdes et Chrétiens d'Orient en territoires franciliens*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 53-68.

Introduction

Depuis 1982, il ne s'est passé aucun mois sans manifestations pro-kurdes en Europe, et la moyenne annuelle de ces événements protestataires pourrait être de plusieurs centaines, c'est-à-dire près de deux par jour. Cela fait des Kurdes le groupe le plus contestataire en Europe, et sans aucun doute le groupe protestataire le plus européanisé, si l'on entend par ce terme une population s'organisant à l'échelle européenne, s'adressant aux autorités européennes et manifestant fréquemment dans un autre pays européen que son pays de résidence². Si l'on compare cette population à d'autres populations immigrées, comment expliquer l'engagement des Kurdes d'Europe en faveur de leur pays d'origine ? Comment analyser ces mobilisations, très homogènes en Europe ? Peut-on comparer l'engagement des Kurdes franciliens à celui des Kurdes londoniens, berlinois ou suédois ?

Tout d'abord, il convient de remarquer que contrairement à d'autres groupes immigrés, les Kurdes n'ont pas été colonisés par une ou plusieurs puissances occidentales. Ils ont, en revanche, pâti du traité de Lausanne et des mandats britanniques et français en Irak et en Syrie. Par ailleurs, il faut comprendre que les mobilisations kurdes en Europe sont essentiellement organisées par des Kurdes de Turquie, et qu'elles sont prioritairement liées aux différents conflits pro-kurdes au Moyen-Orient : elles sont la composante transnationalisée de mobilisations très similaires en Turquie. S'il existe de si nombreuses mobilisations pro-kurdes en Europe, c'est que le mouvement kurde de Turquie s'est lui-même transnationalisé et a organisé des protestations parallèles en Europe. Les organisations politiques ont ainsi une place centrale dans ce processus, et notamment le PKK (*Partiya Karkerên Kurdistan*, Parti des Travailleurs du Kurdistan), qui a organisé, et organise toujours, de nombreuses manifestations via un grand nombre d'associations culturelles légales qui le soutiennent³. Au total, cela signifie que la condition des immigrés kurdes en France et en Europe, l'« intégration » ou non de ces réfugiés, les politiques d'asile ou les politiques migratoires des différents pays européens, ou encore la « structure des opportunités politiques » des Kurdes en France, en Allemagne ou en Grande-Bretagne⁴, n'ont que peu à voir avec ces mobilisations. Il semble par contre indispensable de s'intéresser

¹ Une version plus longue et plus détaillée de ce texte a déjà été publiée en anglais sous le titre « Bringing the Organization Back in: Pro-Kurdish Protest in Europe », in Marlies Casier et Joost Jongerden (dir.), *Nationalisms and Politics in Turkey. Political Islam, Kemalism and the Kurdish Issue*, Londres, Routledge, Collection « Routledge Studies in Middle Eastern Politics », 2011, p. 182-196.

² Toutes les statistiques utilisées dans ce texte sont tirées de Grojean, Olivier, *La cause kurde, de la Turquie vers l'Europe. Contribution à une sociologie de la transnationalisation des mobilisations*, Paris, Thèse de doctorat de l'EHESS, 2008.

³ Fondé en 1978, le PKK mène une guerre de guérilla contre l'Etat turc depuis 1984. Son leader, Abdullah Öcalan, a été arrêté et condamné en 1999, mais continue de conseiller son organisation de sa prison. Depuis 2012, des négociations entre les autorités turques et le PKK visent à mettre fin à ce conflit, qui a fait plus de 45000 morts ; le processus est néanmoins bloqué depuis septembre 2013. Voir Grojean, Olivier, « Turquie : le mouvement kurde à l'heure du "processus de paix" », *Politique étrangère*, n°2, 2014, p. 27-37.

⁴ C'est à dire, schématiquement, le degré d'ouverture ou de fermeture du système politique aux revendications pro-kurdes. Cf. McAdam, Doug, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press, 1982 et Tarrow, Sidney, *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy, 1965-1975*, Oxford, Oxford University Press, 1989.

au rôle des organisations politiques pro-kurdes, aux événements importants du conflit kurde en Turquie, et aux politiques étrangères des pays européens vis-à-vis de ce conflit.

Afin d'étudier ces « mobilisations de l'exil », il apparaît d'abord nécessaire de revenir sur la construction de l'identité kurde en Europe et sur l'engagement politique pro-kurde : nous verrons combien ces phénomènes sont reliés à la transnationalisation du mouvement kurde de Turquie. L'observation du rôle du PKK dans l'homogénéisation de ces protestations, qui font que les manifestations parisiennes et berlinoises pro-PKK (les deux régions d'Europe où vivent le plus de Kurdes) se ressemblent tant, permettra ensuite de mettre en évidence les structures organisationnelles de ces mobilisations. Enfin, nous mettrons en évidence les temporalités et les formes de protestation, en montrant tout à la fois que ces mobilisations sont très autonomes des contextes politiques dans lesquelles elles se déploient et qu'elles sont particulièrement liées à l'espace politique kurde au Moyen-Orient. Il sera ainsi possible de comprendre pourquoi, à certains moments et dans certaines conditions, ce qui se passe à Londres est néanmoins parfois sensiblement différent de ce qui peut se passer à Berlin ou à Francfort.

Mouvements transnationaux, construction des identités et engagement politique

La transnationalisation du mouvement kurde

Le mouvement kurde et les acteurs politiques de Turquie qui se développent en Europe à partir des années 1970 ne trouvent pas un territoire vierge de toute mobilisation. De nombreuses associations turques ou kurdes existent en effet déjà sur le territoire européen, et surtout en Allemagne, depuis la fin des années 1950. Les premières sont des associations d'étudiants, qui ne sont pas à proprement parler politiques, mais qui vont progressivement politiser leurs discours en raison de dynamiques originaires de Turquie et du Moyen-Orient.

Après l'accroissement des migrations originaires de Turquie dans les années 1960, de nombreuses associations d'ouvriers turcs sont créées en Allemagne et en Europe. Il n'y a pas de réelle association d'ouvriers kurdes car les Kurdes de Turquie – ou les Turcs d'origine kurde – préfèrent rallier ces associations d'ouvriers turcs (les *Türk işçi dernekleri*), qui d'ailleurs supportent souvent le Parti ouvrier de Turquie, le TIP (*Türkiye İşçi Partisi*). À la fin des années 1960, le TIP est le seul parti de Turquie à développer publiquement des revendications pro-kurdes, c'est-à-dire des revendications en faveur du développement du sud-est de la Turquie, région à majorité kurde. Le coup d'État de 1971 change la donne, avec l'arrivée de nombreuses organisations politiques de Turquie en Europe, et pas seulement en raison de la répression. Ainsi, le MHP (*Milliyetçi Harekât Partisi*, Parti de l'action nationaliste issu de la droite radicale) est le premier à s'installer en Europe à la fin des années 1960, bientôt rejoint par les islamistes, puis les partis de la gauche turque, et enfin par les partis pro-kurdes à la fin des années 1970. Si l'idée était bien de continuer la lutte à l'étranger en, raison de contraintes fortes en interne⁵, aucun groupe ne pouvait ignorer les stratégies d'exil de ses concurrents ; chaque groupe s'est donc développé en Europe avec l'objectif prioritaire de contrer les organisations rivales.

⁵ Sur la théorie de l'« effet boomerang », voir Keck, Margaret et Sikkink, Kathryn, *Activists beyond Borders. Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

Dès lors, deux phénomènes ont pu être observés⁶. Tout d'abord, plusieurs associations d'ouvriers turcs sont devenues en quelque sorte les branches politiques de partis interdits en Turquie. Deuxième phénomène, certains partis ont créé de nouvelles associations quand ils ont réalisé qu'ils ne pouvaient pas infiltrer ou rallier les associations existantes. C'est notamment le cas de toutes les grandes organisations de la gauche radicale turque (Dev-Yol, le THKO ou le TKP-ML⁷). En ce qui concerne les organisations kurdes, toutes se développent en Europe à la fin des années 1970, ralliant ou créant de nouvelles associations. Mais seules deux d'entre elles parviennent à survivre au delà de 4 à 5 ans : il s'agit du PSK (*Partiya Sosyalista Kurdistan* Parti socialiste du Kurdistan), dirigé depuis la Suède par Kemal Burkay, et du PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, dirigé depuis la Syrie par Abdullah Öcalan. Alors que le PSK était ultra dominant en Europe à la fin des années 1970, le PKK parvient à monopoliser l'espace de la cause kurde après avoir lancé sa guerre contre le Turquie en 1984.

A la fin des années 1970, la population originaire de Turquie en Europe était estimée à plus d'un million de personnes. Ainsi, contrairement aux organisations palestiniennes, arméniennes ou iraniennes, qui avaient déjà commencé à être actives en Europe quelques années auparavant, les organisations kurdes et turques ont pu mobiliser de larges segments de cette population et développer des mouvements sociaux sans s'engager dans des actions violentes ou très spectaculaires (attaques, attentats, prises d'otage, etc.).

Production des identités et engagement politique

Mobiliser des soutiens requière leur identification ou leur conversion à une cause. C'est le nombre élevé d'organisations politiques rivales en Europe et leur concurrence pour gagner des soutiens qui pourraient expliquer le niveau élevé de l'engagement turc et kurde en direction de leur pays d'origine. Afin de comprendre la construction des identités kurdes en Europe, il est donc nécessaire de prendre en compte la variable organisationnelle plutôt que de se fier à des hypothèses un peu mécanistes comme le « nationalisme longue distance »⁸, le « nationalisme de diaspora »⁹, ou encore les régimes de citoyenneté des différents pays concernés¹⁰.

En fait, l'hypothèse de la construction différenciée des identités en fonction des régimes de citoyenneté a cherché à expliquer pourquoi les Turcs sont devenus Kurdes et non Allemands ou Français¹¹, sans se demander pourquoi ils n'étaient pas devenus Alévis, sunnites, Yezidis, zazas ou Dersimili (originaire de Dersim). Or, l'ethnicisation n'est pas forcément le produit de l'absence d'intégration, comme le prouvent les trajectoires de nombreux migrants « intégrés » qui sont devenus Kurdes ou Alévis. Et ce d'autant plus que les entretiens conduits auprès de migrants kurdes montrent que ce sont les associations pro-kurdes, ainsi que l'arrivée après 1980 de nombreux réfugiés très politisés, qui sont à l'origine de

⁶ Ögelman, Nedim, « Documenting and Explaining the Persistence of Homeland Politics Among Germany's Turks », *International Migration Review*, Vol. 37, n°1, 2003, p. 163-193.

⁷ Dev Yol, soit Devrimci Yol : Voie révolutionnaire ; THKO, *Türkiye Halk Kurtuluş Ordusu* : Armée de libération du peuple de Turquie ; TKP-ML, *Türkiye Komünist Partisi - Marksist Leninist* : Parti communiste de Turquie – marxiste léniniste.

⁸ Anderson, Benedict, « Long-Distance Nationalism », in Anderson, Benedict, *The Spectre of Comparisons. Nationalism, Southeast Asia, and the World*, Londres, Verso, 1998, p. 58-74.

⁹ Gellner, Ernest, *Nation and Nationalism*, Ithaca, Cornell University Press, 1983, p. 101-109.

¹⁰ Koopmans, Ruud and Statham, Paul, « How national citizenship shapes transnationalism: A comparative analysis of migrant claims-making in Germany, Great Britain and the Netherlands », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 17, n°2, 2001, p. 63-100.

¹¹ Leggewie, Claus, « How Turks became Kurds, not Germans », *Dissent*, Vol. 43, n°3, 1996, p. 79-83.

l'activation ou de la réactivation de l'identité ethnique en exil et des divisions politiques qui parcourent l'espace migratoire¹².

Cela ne signifie pas que la variable « pays » soit insignifiante : la nature et le caractère pluraliste ou non des systèmes de participation, les politiques étrangères des différents Etats vis-à-vis de la Turquie, ainsi que le degré de tolérance vis-à-vis des différentes organisations radicales originaires de Turquie jouent un rôle dans la construction des identités, et encore plus certainement dans l'engagement politique vis-à-vis du pays d'origine. Mais ces facteurs sont bien médités et relayés par les organisations politiques. Cela confirme la nécessité de complexifier la distinction habituellement faite entre « immigrant politics » et « homeland politics » (l'engagement en faveur de la condition des immigrés et l'engagement en faveur du pays d'origine)¹³.

Cadrer les mobilisations pro-kurdes en Europe : l'action du PKK

Les débuts des protestations kurdes

Les premières actions des Kurdes de Turquie en Europe remontent à 1981, mais il faut attendre 1982 et l'envoi de cadres du PKK en Europe pour observer les premières manifestations pro-PKK. Le coup d'Etat de 1980 en Turquie joue évidemment un rôle dans les débuts de ces mobilisations, ainsi que l'arrivée de nombreux réfugiés. Mais il faut aussi réinsérer les mobilisations pro-kurdes dans l'espace des luttes de libération en Europe, avec les mobilisations palestiniennes, iraniennes ou arméniennes, qui constituent en quelque sorte un exemple (à suivre ou à ne pas suivre¹⁴) pour les Kurdes.

Les premières organisations de Turquie qui commencent à s'engager en faveur de leur pays d'origine sont les organisations de la gauche radicale turque. Issu de la gauche turque, le PKK ne pouvait rester en dehors de ces mobilisations. De même, ayant des liens importants avec l'ASALA (Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie) et l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) au début des années 1980, le PKK ne pouvait que suivre leur exemple, tout en évitant de s'engager dans des actions très violentes ou trop spectaculaires, qui l'aurait desservi. Ainsi s'instaure une division tacite du travail entre PKK et PSK : le PKK favorisant les mobilisations publiques en faveur des Kurdes au Moyen-Orient et le PSK favorisant un travail plus lobbyiste et cherchant surtout l'intégration des Kurdes d'Europe.

Confrontés à la fragmentation que provoque la transnationalisation, les différents partis ont vite pris conscience de la nécessité d'homogénéiser leur lutte en Europe. Mais c'est surtout vrai pour le PKK qui a lancé de nombreux journaux et magazines diffusés à l'échelle européenne, et qui a créé en 1985 une branche politique destinée à orienter les différentes associations pro-kurdes regroupées dans une fédération européenne. Des associations transnationales spécialisées (pour les femmes, les jeunes, les artistes, etc.) sont également créées et le territoire européen est découpé en régions « administrées » par un responsable du parti. L'espace et le temps de la protestation ont ainsi été homogénéisés, avec de nombreuses manifestations le même jour dans différents pays européens, ou des marches

¹² Østergaard-Nielsen, Eva, *Transnational Politics. Turks and Kurds in Germany*, London, Routledge, 2003 ; Rigoni, Isabelle, *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie en Europe de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan, 2001.

¹³ Cf. Østergaard-Nielsen, Eva K., « Transnational Political Practices and the Receiving State : Turks and Kurds in Germany and the Netherlands », *Global Networks*, Vol. 1, n°3, 2001, p. 261-281.

¹⁴ McAdam, Doug, « "Initiator" and "Spin-off" Movements : Diffusion Processes in Protest Cycles », in Traugott, Mark (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham, Duke University Press, 1995, p. 217-239.

transfrontalières visant à connecter et à marquer symboliquement tout le territoire européen. Tout cela a permis au PKK de mieux contrôler ses militants et de développer une nouvelle forme d'activisme.

Le poids de l'institution : normes et valeurs de l'Homme nouveau

Alors que toutes les organisations de la gauche radicale turque et kurde étaient influencées par les modèles léniniste, guevariste, et fanoniste du « militant révolutionnaire », seul le PKK les a placés au centre de sa lutte. Après l'établissement d'une académie militaire dans la vallée de la Bekaa au Liban, en 1986, un nouveau modèle de militantisme est exporté en Europe. Il concerne les militants clandestins, qui ne sont que quelques dizaines, mais constitue un idéal pour la population kurde en général, avec l'idée de créer un Homme nouveau et une femme libre, à l'image du leader Öcalan¹⁵. Cet homme nouveau est très discipliné, doit aimer Öcalan et doit se libérer du colonialisme turc ; il doit renoncer au mariage et couper tous les liens avec sa vie précédente ; il ne doit ni fumer, ni boire, et être normalement habillé et parler correctement.

Après une formation politique de six mois, les militants sont évalués avec l'utilisation de différentes techniques, et notamment l'autocritique, et la surveillance. En charge d'organiser la protestation en Europe, ces activistes tentaient de mobiliser la population à partir des nombreuses associations pro-PKK en Europe (une cinquantaine à la fin des années 1990). Ces associations étaient d'abord des espaces sociaux (où l'on pouvait apprendre le kurde ou le saz, boire un thé ou rencontrer des amis) mais servaient également à organiser les manifestations et à recruter des sympathisants et militants. Les « visites aux familles » permettaient également de financer la lutte et de persuader certains parents d'envoyer leur fils ou leur fille dans les montagnes. Ainsi, les actions sociales, politiques ou culturelles fusionnaient-elles et tendaient-elles à impliquer tous les domaines de la vie sociale¹⁶. Ce contrôle a eu un impact réel sur le militantisme PKK et sur les représentations de ses membres à l'échelle européenne. Il a également eu des conséquences importantes sur la protestation en elle-même.

Temporalités et formes des protestations

Référents et temporalité de la protestation

La temporalité des protestations en Europe est déterminée avant tout par les interactions entre le PKK et l'Etat turc au Moyen-Orient. Ces mobilisations se sont accentuées dans les années 1990, quand le PKK a réalisé qu'une solution au conflit kurde pouvait passer par les pays européens, et notamment la France et l'Allemagne, qui comptent le plus de Kurdes en Europe. Quatre grandes vagues de mobilisations peuvent être distinguées entre 1982 et 2004 : 1982, 1986-1987, 1992-1996 et 1998-1999, soit, respectivement, le moment des grandes résistances au sein de la prison de Diyarbakir ; les premières grandes opérations militaires de l'armée et la mise en place du système des gardiens de village (*korucu*) ; les cinq années de « sale guerre » en Turquie (24 000 morts, 1 200 meurtres sans auteurs connus, et 3 000 villages évacués et détruits) ; et enfin le séjour d'Öcalan en Europe, suivi par son arrestation et sa condamnation à la peine de mort. Il n'y a cependant aucune automaticité entre les aléas du conflit et la protestation, parce que les interactions avec les autorités des

¹⁵ Grojean, Olivier, La Production de l'Homme nouveau au sein du PKK », *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue n°8 « Surveiller, normaliser, réprimer », 2008, URL : <http://www.ejts.org/document2753.html>.

¹⁶ Grojean, Olivier, « Sensibilisation et coercition. A propos de quelques questions relatives au façonnage institutionnel des individus », in Christophe Traïni (dir.), *Emotions et expertises. Les modes de coordination des actions collectives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 73-92.

pays européens ont contribué à la formation de ces vagues : ainsi en est-il par exemple de l'interdiction du PKK en France et en Allemagne en 1993, qui ont conduit à de nouvelles mobilisations encore plus fortes.

Les statistiques que j'ai compilées ne montrent aucune corrélation avec les rythmes politiques des pays de résidence, qu'il s'agisse des élections, des cycles de protestations annuelles, etc. En revanche, à l'exception de la vague de 1998-1999, il y a toujours eu davantage de mobilisations entre mars et août qu'entre septembre et février : ceci s'explique par la guerre de guérilla et les contre-opérations turques, plus facile durant le printemps et l'été qu'en automne et en hiver. Alors que les manifestations sont généralement plus nombreuses durant le week-end en France¹⁷, les manifestations pro-kurdes sont plus nombreuses durant la semaine, ce qui montre combien elles s'inscrivent dans l'urgence d'une situation considérée comme dramatique. Enfin, de nombreuses manifestations sont corrélées à l'agenda interne du PKK et du mouvement kurde : de l'anniversaire d'Öcalan à son arrestation, de l'anniversaire du début de la guérilla à celui du coup d'Etat du 12 septembre 1980, de l'anniversaire de la mort des trois militantes tuées à Paris en 2013 aux mobilisations de *Newroz* lors du nouvel an kurde. Tous ces éléments montrent la capacité du PKK à créer son propre agenda et son propre rythme, indépendant des rythmes politiques des pays de résidence.

L'invention d'une tradition protestataire

La même chose est vraie pour les formes prises par ces mobilisations, c'est-à-dire le répertoire d'action¹⁸ du PKK. Mais comment se constitue le répertoire d'action protestataire d'un groupe dont les membres sont souvent des primo-arrivants ou sont issus des 2^{ème} et 3^{ème} générations d'immigrés de Turquie, et surtout habitent des pays différents ? Au début des années 1980, le PKK crée en effet son propre répertoire d'action protestataire : du défilé aux grèves de la faim, en passant par les occupations de locaux ou les attaques incendiaires. Il s'inspire alors de l'espace des luttes de libération nationale, des mobilisations en faveur des sans-papiers, tout en laissant de côté certaines pratiques considérées comme « terroriste » (détournements d'avion, prises d'otage ou attentats). Mais le PKK importe également des modes d'action de Turquie, les grèves de la faim, très utilisées dans les prisons turques à cette époque, et les adapte au contexte européen, marqué par les grèves de sans-papiers et de certains militants de la gauche radicale européenne. Tout porte donc à penser que c'est un sentiment de proximité sociale, culturelle et politique avec ces différents groupes que les militants et sympathisants du PKK ont constitué un répertoire d'action protestataire singulier, stable et durable (ces modes d'action sont toujours favorisés aujourd'hui)

Au delà, ce répertoire est semblable à tous les pays européens, et dans des proportions très similaires, indépendamment des politiques singulières menées par ces pays vis-à-vis des Kurdes ou de la Turquie, et indépendamment de la « structure des opportunités politiques » de chaque pays. De même, les variations de la structure de ce répertoire varient de manière très similaire en Allemagne, en France, en Suisse. Ceci montre bien que les dynamiques propres au Moyen-Orient ont une valeur explicative plus importante que l'environnement proche de ces activistes. Cependant, on observe un recours aux attaques incendiaires (cocktail molotov) plus important en Allemagne entre 1993 et 1996. Cette « exception » serait-elle à même de remettre en cause notre hypothèse sur la grande autonomie des mobilisations du PKK aux contextes dans lesquelles elles se déploient ? En fait, au-delà de la

¹⁷ Cf. Fillieule, Olivier, *Stratégie de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Science Po, 1997, p. 83.

¹⁸ Un répertoire d'action est l'ensemble des actions contestataires « disponibles » au cours d'interactions avec un ou plusieurs adversaires. Cf. Tilly, Charles, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.

décision de l'Allemagne d'interdire le PKK en 1993 (la France ayant d'ailleurs fait de même la même année), il est nécessaire de rappeler ici que l'Allemagne héberge la plus grande population originaire de Turquie en Europe, et que les organisations de Turquie y sont bien plus puissantes qu'ailleurs : la polarisation y a donc été plus forte qu'en France ou en Suède. Cette hypothèse est vérifiée par le fait que la plupart des attaques incendiaires sont dirigées contre des boutiques, restaurants ou lieux représentant la Turquie « nationaliste », et non contre des institutions allemandes. Là encore, c'est l'observation micro-sociologique des interactions entre les différents protagonistes qui permet de dépasser les approches structurales et trop mécanistes.

Conclusion : l'influence des Kurdes d'Europe sur l'évolution du conflit kurde en Turquie

Il est évidemment impossible de se prononcer sur le succès ou l'échec de ces mobilisations ; tout au plus peut-on évaluer leur influence ou leur résonance en Europe et au Moyen-Orient. On peut d'abord noter que la question étrangère la plus débattue au *Bundestag* allemand dans les années 1980 et 1990 a bien été la question kurde. Il semble donc que les politiques étrangères des Etats européens puissent être, sinon affectées, tout du moins sérieusement débattues lorsque les enjeux de ces mobilisations sont internalisées, c'est-à-dire retraduits en termes de sécurité interne. De la même manière, on ne compte plus le nombre de résolutions adoptées par le Parlement européen ou l'Assemblée du Conseil de l'Europe à propos des Kurdes de Turquie, au moins jusqu'à l'accord d'union douanière entre l'Europe et la Turquie en 1995. Les mobilisations kurdistes ont ainsi été partie prenante de l'internationalisation de la question kurde. Enfin, on peut affirmer que le renouveau culturel kurde a commencé en Europe grâce à toutes les associations d'exilés, car il pouvait s'y exprimer de manière beaucoup plus facile qu'en Turquie¹⁹. C'est aussi grâce aux Kurdes d'Europe que le foisonnement artistique et culturel est aujourd'hui tel au Moyen-Orient.

Mais il faudrait aussi mentionner tout le travail politique effectué par d'autres organisations : le PSK par exemple, ou l'Institut kurde de Paris. L'institut est à l'origine d'une des plus grandes transformations du champ politique turc au début des années 1990. En effet, c'est l'exclusion de députés du SHP – *Sosyaldemokrat Halk Partisi*, Parti social-démocrate du peuple – ayant participé à une conférence organisée à Paris en 1989, qui conduit à la création du premier parti légal spécifiquement pro-kurde de l'histoire de la Turquie, le HEP (*Halkın Emek Partisi*, Parti du travail du peuple), et qui donnera naissance à toute une série de partis kurdistes jusqu'au DBP (*Demokratik Bölgeler Partisi*, Parti des régions démocratiques) aujourd'hui. De fait, toutes ces mobilisations ont eu et continuent d'avoir un impact majeur sur le déroulement et la résolution de la question kurde en Turquie et, plus globalement, au Moyen-Orient.

¹⁹ Scalbert-Yücel, Clémence, *Engagement, langue et littérature. Le champ littéraire kurde en Turquie (1980-2000)*, Paris, Pétra, 2014.